

Confédération Nationale du Travail – Association Internationale des Travailleurs

## Editorial

*L'essentiel n'est pas de voter, mais de lutter... C'est en vertu de ce principe ( et au nom de l'indépendance syndicale ) que la CNT ne soutient - et ne soutiendra - aucun candidat aux élections européennes ; c'est en vertu du même principe qu'elle apporte son soutien à la marche internationale contre le chômage du 25 au 29 mai ( cf. article page 10 )...*

*Mais si la CNT refuse de s'investir dans une démarche électoraliste et parlementariste ( fidèle en cela aux idées fondatrices du syndicalisme révolutionnaire ), elle n'en a pas moins des positions précises sur l'Europe libérale que les capitalistes et les politiciens nous préparent ( cf. articles pages 3 et 10 ) !*

*suite page 2*



## Solidarité internationale...



Le cirque européen en action...

SOLIDARIDAD  
**SOLIDARITY**  
 solidarietá  
 SOLIDARITET  
 SOLIDARITÄT  
 СОЛИДАРНОСТЬ  
 التّعاون (الأخدي)  
**solidarnost**  
 SOLIDARITATE  
 ZINCIRLEME  
*tamaasna*  
**solidariedade**  
**SOLIDARNOSC**

**pour**  
**un syndicalisme**  
**sans frontières !**

### SOMMAIRE :

2. Suite de l'éditorial / Refus d'inspection : ça commence aujourd'hui ! / Vidéo-débat.
3. Entendez-vous dans nos campagnes ? / Mémoire sociale...
4. Les chômeurs s'invitent au réveillon !
5. Retraits d'emplois dans l'Education Nationale : ça vire à l'aigre !
6. Publicité ( gag ! ).
7. Van Gogh et Picasso... en grève !
8. En bref ( 1<sup>er</sup> mai, lettre ouverte au maire de Béthune, etc. ).
9. Affiche sans frontière / Qui sommes-nous et où nous contacter ?
10. Marche européenne contre le chômage.

## **Editorial**

### **( suite de la page 1 ) :**

*Bref, profitons de cette échéance électorale ( sans oublier le 1<sup>er</sup> mai... date symbolique en matière d'internationalisme ! ) pour rappeler que « les travailleurs n'ont pas de patrie » et qu'ils sont capables de s'entr'aider à l'échelon européen. Les magasins « Champion » de la région ( cf. article page 10 ) risquent de s'en apercevoir... eux dont l'un des actionnaires principaux est une banque espagnole !*

*Enfin, précisons que nous combattons « l'Europe-forteresse » et que nous préférons décliner le mot « solidarité » dans toutes les langues de la planète...*



## **REFUS D'INSPECTION : ÇA COMMENCE AUJOURD'HUI !**

**A**fin de remercier Dominique Sampiero, directeur d'école et co-scénariste de l'excellent film de Bertrand Tavernier « Ça commence aujourd'hui » (1), la hiérarchie de l'Education Nationale n'a pas trouvé mieux que de lui faire subir une inspection ! Cette anecdote est révélatrice du malaise qui règne actuellement dans les salles de classe...

Aujourd'hui, l'inspection et la notation sont de plus en plus mal vécues par les instituteurs. Elles contribuent parfois au déclenchement de dépressions nerveuses, voire à des suicides (les exemples sont nombreux dans la région). A Saint-Saulve, près de Valenciennes, 80 enseignants ont même été obligés de descendre dernièrement dans la rue pour dénoncer l'humiliation et l'autoritarisme dont ils étaient victimes. Un peu partout dans la région, des maîtres – quitte à être pénalisés sur leur fiche de paie et dans le choix de leur affectation – refusent l'inspection et la notation (2). Ce refus s'inscrit dans le cadre d'une réflexion pédagogique, politique et syndicale. Il n'a rien d'un repli sur soi ; les « refuseux » n'ont rien à cacher ; la porte de leur classe est ouverte aux regards, aux conseils et aux encouragements venus de l'extérieur !

Parce qu'au moment où le sinistre de l'Education Nationale en appelle au travail en équipe, il serait temps de revoir les principes obsolètes de l'inspection, principes fondés sur un contrôle illusoire et inefficace ( une visite d'une heure tous les 3 ou 4 ans, une relation profondément hiérarchique et donc anti-pédagogique par nature, etc. ).

Parce que l'inspection est une institution rétrograde qui entraîne la soumission, l'infantilisation et la division des personnels, parce qu'elle renforce leur isolement et cautionne l'immobilisme, parce qu'un jugement noté n'a jamais apporté d'aide ni de solution constructive, parce que l'inspection est inutile face à l'échec scolaire et aux sur-effectifs... le syndicat CNT - Education du Nord / Pas de Calais demande :

- la suppression de l'inspection et son remplacement par une structure de conseil pédagogique composée d'instituteurs détachés de leur poste pour une durée limitée dans le temps ( ceci, afin que ces conseillers ne soient jamais coupés des réalités du métier ),
- la suppression de la note pédagogique ( qui influe de manière arbitraire sur le déroulement des carrières ) et la mise en place d'un avancement au même rythme pour tous ( pas de salaire au « mérite » ! ),
- des moyens permettant aux équipes pédagogiques de travailler collectivement sans emprise hiérarchique. ■

### **Notes :**

(1) Tourné en grande partie à Anzin près de Valenciennes, le film raconte - à la fois de manière engagée, réaliste et sensible - l'histoire d'un enseignant confronté à la misère sociale. Il est inspiré de l'expérience de Dominique Sampiero, institutrice maternelle à Escaudain ( Avesnois ).

(2) Le refus d'inspection est reconnu dans le 1<sup>er</sup> degré par la note de service n° 83 512 du bulletin officiel de l'Education Nationale ( il ne peut donc faire l'objet de sanctions disciplinaires... ). La CNT, à l'occasion de la grève nationale du 15 mars, a lancé un appel pour la création d'un « collectif régional contre l'inspection et la notation ». Un tract a été distribué à la manifestation organisée ce jour-là à Lille. Quant à la « Voix du Nord » et à « Nord Eclair », ils ont - comme la plupart du temps - censuré notre communiqué...



### **VIDEO - DEBAT :**

Du Front Populaire à mai 68, en passant par la lutte anti-fasciste, l'indépendance des colonies, l'émancipation des homosexuel(le)s, ses études sur le mouvement ouvrier américain ou la révolution française de 1789... Daniel Guérin s'est toujours battu contre l'oppression et l'exploitation. Un débat est organisé - avec le soutien entre autres de la CNT - autour de ce personnage le 30 avril à 20 h 30 à la MNE, 23 rue Gosset à Lille ; un film retraçant ses combats ( entrée libre ) sera diffusé en présence du réalisateur... ■

## **ENTENDEZ-VOUS DANS NOS CAMPAGNES (...) ?**

**L**a PAC ( politique agricole commune ) s'est traduite ces dernières années dans la région, avec la complicité de la FNSEA ( syndicat majoritaire ), par le développement de l'agriculture intensive, l'industrialisation de la production de viande, la mise en place d'aides publiques européennes profitant massivement aux gros exploitants.

C'est ainsi qu'entre 88 et 97, le Nord / Pas de Calais a vu disparaître 12 596 petites exploitations ( soit 40 % des fermes de la région ). A l'exception des saisonniers ( dont le nombre a augmenté d'un tiers ), le nombre d'actifs agricoles a subi la même évolution, soit une perte de 23 300 emplois ! Cette concentration des terres ( la surface moyenne des exploitations régionales a progressé de 18 hectares en dix ans ) est dangereuse non seulement pour l'emploi, mais aussi pour l'environnement ( pollution de l'eau, érosion des sols, etc. ), l'aménagement du territoire ( exode rural, etc. ), la qualité des productions.

C'est pourquoi la CNT dénonce les priviléges accordés aux gros exploitants et apporte son soutien aux paysans qui luttent, aux côtés des salariés et des associations locales, pour une agriculture écologique, solidaire et non-productiviste. Face à l'effondrement des cours, elle appelle les petits agriculteurs et les consommateurs à se regrouper pour faire contre-poids aux rapaces de la grande distribution ! ■



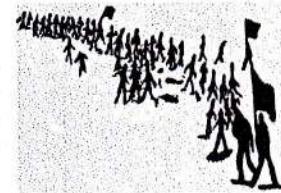
## **MEMOIRE SOCIALE**

**L**e 4 mai 1886, suite à une grève générale déclenchée le 1<sup>er</sup> mai à Chicago en vue de l'obtention de la journée de huit heures, des incidents éclatent à la suite d'un meeting. Cinq militants anarcho-syndicalistes sont rendus responsables et condamnés à la pendaison. Ils seront exécutés, puis reconnus innocents quelques années plus tard et réhabilités par la justice américaine. C'est en souvenir de ces « martyrs de Chicago » que le congrès ouvrier international de 1889 décide que les travailleurs en lutte pour les huit heures se croiseront dorénavant les bras, à chaque 1<sup>er</sup> mai et partout dans le monde...

Fortement controversées par l'Etat et le patronat, les premières manifestations organisées dans la région donneront lieu à d'importants affrontements avec les forces de « l'ordre » ( comme à Fourmies en 1891 où l'armée tire sur la foule ! ). En effet, conçue à l'origine

comme une journée de revendications et de solidarité internationale des travailleurs, le 1<sup>er</sup> mai fut très vite ressenti comme une déclaration de guerre à la bourgeoisie, le point de départ de cette fameuse « grève générale insurrectionnelle » qui devait mettre fin aux priviléges.

Ce côté proprement subversif du 1<sup>er</sup> mai n'a malheureusement pas résisté à l'usure du temps. De manifestation de force de la classe ouvrière, il est devenu ( avec la main mise des réformistes et des partis politiques sur le syndicalisme ) une occasion de plus pour les politiciens de tous bords de brider le mouvement social. Institutionnalisé comme « fête du travail » par le Maréchal Pétain et récupéré aujourd'hui par le FN, le 1<sup>er</sup> mai n'en demeure pas moins la « fête » des exploités, le symbole de leur volonté d'émancipation intégrale. Un symbole que tous les discours réformistes ou bureaucratiques des syndicats majoritaires ne pourront jamais entièrement occulter ! ■



## **« DES LENDEMAINS ENCHANTEURS », UN ROMAN DE F.H. FAJARDIE**

**1948** : une petite ville minière du nord de la France, tenue d'une main de fer par Prigent, le représentant local du tout puissant Parti Communiste. Au milieu des luttes sociales d'une extrême âpreté et dans le climat de désillusion de l'après-guerre, la jeune Béatrice porte le fardeau du suicide de son ami Wetzinsky. Renvoyée de son boulot, mise en quarantaine par la ville entière, isolée... il ne lui reste plus qu'un allié : son chien Tanz, ancien chien de guerre, passeur de tabac belge vers qui convergent toutes les rancœurs.

Fajardie, ex-chroniqueur à « Charlie-Hebdo », ex-militant cénétiste né à Paris en 1947, nous écrit là un livre grave et généreux, maniant une plume aussi aiguë que dans ses romans noirs, pourfendant le sectarisme tout en brossant un magnifique portrait de femme.

« Des lendemains enchantés » est disponible aux éditions Babel ( n° 237 ) pour environ 30 balles. ■



## **LES CHOMEURS S'INVITENT AU REVEILLON !**

O douce nuit, ô belle nuit...

**L**e 24 décembre, nous étions une quarantaine (1) à investir le supermarché *Champion* de Béthune ( magasin appartenant au groupe *Promodès* ), et ceci dans le cadre d'une journée nationale de « *rémquisition des richesses* » organisée à l'appel du CAC – CNT (2). La réquisition s'est faite avec des sans-emplois, des travailleurs précaires et des salariés solidaires. Un « *réveillon des gueux* » était prévu pour clore l'action...



Après une heure et demie de « *négociations* » houleuses - « Vous pouvez sortir 7 caddies et ce sera un don généreux (!) de *Champion* ; mais vous ne sortirez pas les 14 caddies que vous avez remplis ou alors je porte plainte... » ( quel est le calcul sous-jacent à cette proposition ? ), « Vous en avez largement assez avec 7 caddies... » ( ah bon ! entre les réveillons, on bouffe pas ? ), « Qu'est ce qu'ils vont bien pouvoir faire avec des « *Nuts* ? » ( à ton avis, qu'est ce que t'en fais toi ? )... - le directeur se décide enfin à nous ouvrir les portes. Nous sortons donc nos 14 caddies, photographiés par une horde de fans d'un genre nouveau ( au service de la « *sécurité* » publique ). Puis l'affaire se corse...

### **Des pères et mères Noël... accusé(e)s de vol !**

Dès le lendemain, le directeur porte plainte pour « *vol* », « *menaces* » et tutti quanti !



Les militant(e)s ayant un véhicule sur le parking du supermarché sont convoqués à l'hôtel de police de Béthune. Les convocs nous étant parvenues en retard, nous décidons après mise au point de ne pas nous manifester ( d'ailleurs, elles n'étaient pas sous

pli recommandé ). Ca nous laisse le temps de nous retourner, de prendre des contacts, de réfléchir à l'attitude à adopter...

Deuxième convocation : cette fois amenée à domicile par les forces de « l'ordre » et signée du procureur de la république. Il s'agit pour lui de déterminer les suites à donner à la plainte. Si nous ne nous y rendons pas, nous y serons contraint(e)s « *par tous les moyens à sa disposition* ». Les jours et heures de convocation sont individualisés. Nous décidons quand même de nous y rendre ensemble, accompagnés - qui plus est - par plusieurs non-convoqués solidaires ( soit 16 personnes au total ). La solidarité n'étant pas un mot creux, les militants de la CNT sont présents en nombre. Nous sommes reçus ensemble par un « *chef* » ( je ne sais plus quelle étiquette... ). Résumé du topo : le procureur nous a « *à la bonne* », il n'attend que des éléments pour prendre sa décision ( sous-entendu : classer la plainte ). Quant au « *chef* » en question, il nous comprend même tout à fait. Il est « *bénévole à Emmaüs* », sa « *femme a été virée du groupe Promodès* », ses « *collègues sont actifs aux restos du cœur* », etc. La larme à l'œil, nous déposons individuellement et au nom de la CNT pour expliquer la « *philosophie* » de l'action.

Puis, nous nous rendons sur le parking de *Champion* pour une distribution de tracts. Un « *chien de garde* » du supermarché, à l'attitude provocatrice, nous y prend en photo ( décidément ! ). Réaction des copains, échauffourée... et arrivée aussi sec des flics ( on va bientôt pouvoir se taper sur l'épaule ! ) qui là se lâchent : « *Il y avait 80 % d'alcool dans les caddies* » ( soit 11 caddies remplis de bouteilles ! ? ), « *Les chômeurs n'ont qu'à aller aux restos du cœur* »... Et voilà ! La vérité révélée est annoncée. Tous les préjugés sont contenus dans ces affirmations : le chômeur est un alcoolique ; le chômeur n'est qu'un fainéant, profiteur du bien public ; le chômeur doit rester à sa place et sa place ne lui permet que de quémander ; sa « *vie* », son « *confort* » ne peuvent que dépendre du bon vouloir des charitables... Si plus de bon vouloir, alors plus de bouffe ( pas de saumon fumé, ni de chapon aux restos du cœur ) !

Question pour un champion : pourquoi y a-t-il aujourd'hui, dans notre beau pays, de 3 à 7 millions de travailleurs privés d'emploi, de précaires et de chômeurs à temps partiel ? Réponse : quand une partie de son « *matériel* » humain n'est plus indispensable, quand il n'est plus compétitif, quand il n'est plus rentable... le patronat préfère le jeter comme un kleenex et presser ceux qui restent comme des citrons ( flexibilité, baisse des salaires, etc. ) plutôt que de répartir équitablement le travail entre tous ! Eh oui, l'entreprise capitaliste n'est pas une institution à visée humaniste ou sociale destinée à donner du travail et un revenu décent aux individus... Son seul objectif est de faire du pognon pour enrichir ses dirigeants et actionnaires. Bref, il faut cesser d'avaler des couleuvres avec les pseudos

## **LE DIRECTEUR DU SUPER-MARCHÉ "CHAMPION" DE BÉTHUNE PORTE PLAINE...**



analyses des économistes médiatiques dont la seule fonction est de justifier la nécessité de la flexibilité, de la précarité, du rognage des droits des salariés. Cercle vicieux : plus une entreprise est compétitive, plus elle a tendance à baisser ses coûts, et donc à licencier, délocaliser, sous-traiter, investir dans du « matériel » non humain, non salarié, non syndiqué ! Retour au début du chapitre ( peut aussi se lire en boucle )...

Ca fait des générations que les mêmes s'engraissent sur le dos d'autres, eux aussi toujours les mêmes (de père en fils ! ). Le groupe Promodès rassemble *Continent*, *Champion*, *Dia*, *Shopi*, *8 à Huit*, *Codec*, *Promocash*, *Puntocash* et *Prodirest*. Il a 383 000 000 francs ( nouveaux ! ) de capital... et il est à 14 caddies près ! Y'a pas de petits profits !!

### **Les « championnats » de la solidarité et du boycott sont ouverts...**

La CNT a d'ores et déjà engagé une campagne de solidarité avec les camarades menacés de poursuites judiciaires : tracts, affiches, intervention directe de militants et de sympathisants signalant leur boycott aux supermarchés *Champion* de la région, pétition demandant le retrait ou le classement de la plainte... Des soutiens au niveau national ( Comité des sans-logis, association « Droits Devants », bureau confédéral de la CNT... ) nous sont déjà parvenus. Nous attendons la suite pour décider de l'élargissement des actions à mener... et comptons bien sûr sur votre SOLIDARITE ! ■

- (1) Membres des syndicats CNT de Lille et Béthune ainsi que de l'association AC / ADEPA de St Omer.
- (2) Le CAC est le « comité d'action chômeurs » de la CNT ; à ne pas confondre avec le « CAC 40 », bien connu des boursicoteurs !

### **RETRAITS D'EMPLOIS DANS L'EDUCATION NATIONALE : CA VIRE A L'AIGRE !**

**E**n supprimant 341 postes d'enseignants dans le Nord / Pas de Calais (1) - et n'en créant aucun parmi le personnel administratif et technique - le gouvernement poursuit son offensive contre le service public. Prétextant une baisse de la démographie, il « oublie » que la région est en retard par rapport à la moyenne nationale du nombre d'élèves par classe et que le maintien des postes existants permettrait de combler en partie ce décalage. Prétextant une meilleure répartition des

postes sur le plan national... et osant même parler d'un « *devoir de solidarité* » entre toutes les académies ( ! ? ), il « oublie » que la région arrive en première et deuxième position de toutes les enquêtes sociales concernant la pauvreté et l'échec scolaire !

Conséquences directes de ces retraits d'emplois : fermeture de plusieurs centaines de classes et diminution des moyens de remplacement dans le 1<sup>er</sup> degré, suppression d'options et de cours de soutien dans le 2<sup>nd</sup> degré. Et dire que le gouvernement prétend améliorer la qualité du système éducatif ! C'est d'autant plus révoltant que les ZEP (2) ne sont pas épargnés...

Parallèlement, le gouvernement continue sa politique de précarisation des personnels... faisant ainsi de l'académie la plus grosse des agences intérimaires de la région : plus de 6 000 emplois-jeunes, 4 600 CES, 1 620 maîtres-auxiliaires, 1 320 contractuels ! A tout ça s'ajoute la remise en cause de la formation continue ( la dotation ministérielle a baissé de 25 % en deux ans ), l'annualisation des horaires de travail ( pour les emplois-jeunes ainsi que pour les personnels administratifs et techniques ), la baisse des recrutements en IUFM (3), la dilution des moyens consacrés à la lutte contre l'échec scolaire ( création des REP ), la municipalisation et la privatisation rampantes de l'Education Nationale...

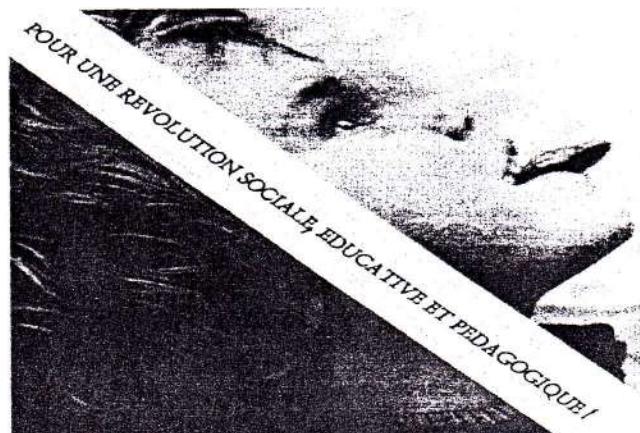
Face à cette situation, il faut non seulement lutter contre les suppressions de postes, mais aussi contre la logique néo-libérale qui impose le gel de l'emploi public, la casse des statuts et l'adaptation de l'école à l'économie de marché. En effet, si l'amélioration du système éducatif nécessite une véritable révolution pédagogique, elle nécessite également des moyens en postes et en formation... sans oublier bien sûr l'abolition des inégalités sociales et du chômage !

En ce qui nous concerne, militants de la CNT, nous n'avons pas attendu Allègre pour « *placer l'enfant au cœur du système éducatif* ». Présents sur le terrain depuis de longues années, nous nous bagarrons quotidiennement contre tout ce qui pénalise les jeunes de milieux populaires ( classes surchargées, non-prise en compte des handicaps sociaux et culturels, etc. ). Partisans d'une pédagogie coopérative et autogestionnaire, nous travaillons à la mise en œuvre d'un enseignement refusant l'élitisme, l'individualisme, le bourrage de crâne et l'autoritarisme. Bref, nous n'avons aucune leçon à recevoir de la part d'individus ( Allègre et consorts ) dont l'idéal - en matière d'action politique - se limite à « l'aménagement » d'une société profondément inégalitaire et hiérarchisée ! ■

1) 189 dans les écoles élémentaires et maternelles (1<sup>er</sup> degré), 152 dans les collèges et les lycées (2<sup>nd</sup> degré)

2) ZEP (zones d'éducation prioritaire) - REP (réseaux d'éducation prioritaire)

3) Instituts universitaires de formation des maîtres



**PUBLICITE ( GAG ! )**

**Devenir Ecrivain...**  
est possible à tous ceux qui ont  
assez de volonté pour s'y préparer

Les auteurs les plus célèbres étaient une fois des gens comme vous, dominés par une poussée instinctive d'écrire. Tout ce dont vous avez besoin n'est que la technique pour écrire vos pensées d'une manière professionnelle.

**VOUS POUVEZ ESPÉRER ...**

Car il existe une méthode dont l'unique but est de vous donner une véritable formation professionnelle. Vous verrez votre personnalité s'affirmer, votre vocabulaire s'enrichir, votre style devenir l'expression exacte de votre pensée.

**GRATUIT :** Demandez

aujourd'hui même un exemplaire gratuit de "Art d'Ecrire". Vous y trouverez toutes les réponses que vous pourrez vous poser sur votre avenir d'écrivain. Ce sera peut-être pour vous le début d'une vie nouvelle, plus passionnante et plus prospère.

**ÉCOLE A.B.C. DE (RÉDACTION E. 78.)**  
12, R. Lincoln, Ch.-Elys., Paris-8<sup>e</sup>

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part, votre brochure l'"Art d'Ecrire" (Ci-joint 15frs pour frais d'envoi).

Nom.....

Adresse .....

Pour la Belgique : 18, R. du Méridien, Bruxelles



Ce que j'ai le plus apprécié dans le Cours A.B.C. de rédaction littéraire c'est l'importance donnée au plan...  
Pierre Benoit  
Académie Française

**Camembert**

**au lait cru**

Fabriqué en Normandie

**11 F 95**

la pièce

Existe maintenant en vaporisateur

**DEVENEZ UN BEL ATHLÈTE  
EN UN TEMPS RECORD...**

Le plus bel athlète de France 1948-1949 **ROBERT DURANTON**

a créé le plus moderne cours de développement physique par correspondance qu'il adaptera à vos possibilités.

Ecrivez : CNT-AIT 33, Rue des Vignoles 75020, PARIS.

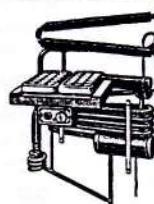
(A.-M.), pour recevoir la notice gratuite n° 32

illustrée des plus belles photos de **ROBERT DURANTON**.

Joindre 2 timbres ou coupons réponse pour frais d'envoi.

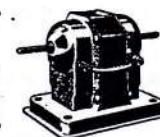


# ACHETEZ DES CONNERIES !!!



Les CONNERIES sont disponibles dans tous les magasins, kiosques, meetings, stands, télévisions, etc... et ce à des prix tout à fait dérisoires!!!

Reconnue MONDIALEMENT pour ses vertues laxatives et euphorisantes, la CONNERIE apportera joie, bonheur et sérénité à toute la famille !!!



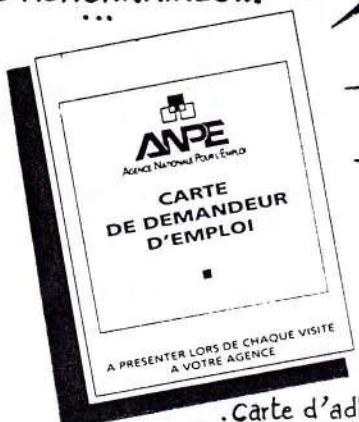
**BON DE RÉSERVATION PRIORITAIRE**  
avec essai A NOS RISQUES de 10 jours chez vous  
à retourner à INES (Serv. ARMT 1) 8, rue A. Durand-Clays, 75 - Paris 14<sup>e</sup>

**Etude SPG / IPSOS**

**63%**  
des français.

## VOUS AUSSI!

DEVENEZ MEMBRE DE LA PLUS GROSSE ENTREPRISE FRANÇAISE !!  
DÉJÀ PRÈS DE 4 MILLIONS D'ACTIONNAIRES !!!



Carte d'adhérent sur simple demande.

Bien préciser pour tous les patrons : référence du modèle désiré - numéro de la revue et joindre au montant des patrons les frais de port ci-dessous.

## Vous qui voulez maigrir

devenez  
**R.M.iste!**

## EXIGEZ, LA QUALITÉ, "PAVÉ DE GRÉS"



LE LOURD PAVÉ CUBIQUE  
QU'ON LANCE À LA  
GUEULE DES FLICS !

**DEVENEZ DESSINATEUR  
DE PUBLICITÉ, DE MODE,  
DÉCORATEUR  
OU ILLUSTRATEUR**



Un dessin d'affiche vaut environ 30 000 fr., un dessin de mode pour couverture de revue vaut de 15 à 25 000 fr., un panneau décoratif moyen vaut de 50 à 150 000 fr., l'illustration d'un livre varie de 10 à 40 000 fr.

Si le dessin vous intéresse, c'est que vous avez des aptitudes qui ne demandent qu'à s'exercer dans l'une des professions du dessin. Chez vous, au plus bas prix, suivez les cours par correspondance d'une grande école spécialisée. Par la suite vous porterez le titre d'ancien élève d'une école réputée.

RÉSERVÉ A NOS ABONNÉES

**BON CADEAU** **GRATUIT**

**ONT PARTICIPE A LA REALISATION DE CE NUMERO :**

Isabelle, Eric (qui en bavé pour la mise en page), Matthieu, Joao et François-Henri (à qui nous devons notamment les « pubs » ci-dessus). A vos plumes pour le prochain numéro !

## VAN GOGH ET PICASSO... EN GREVE !

**L**a culture était, pour Marcel Martinet - militant des débuts de la CGT - une chose prétentieuse et particulièrement difficile à définir. Martinet, militant infatigable de la culture populaire et prolétarienne, privilégia toujours la connaissance et la pratique culturelle plutôt que sa consommation. Voici donc un article sur les équipements culturels, non pas du point de vue de ses concepteurs ou administrateurs, mais de celui de ses « besogneux » et de son petit personnel...

Cet hiver, musées, bibliothèques et lieux historiques ont mené des conflits parfois très durs contre leurs directions. Les sujets de mécontentement comme les revendications étaient les mêmes, du Louvre à Orsay, du château de Versailles à la Bibliothèque Nationale en passant par le musée de Lille ( établissement municipal récemment ré-ouvert au public ) : manque et précarisation galopante du personnel, volonté affichée de privatisation du personnel d'accueil et enfin conditions de travail ! Au Louvre, par exemple, si le directeur s'enveloppait dans une superbe écharpe rouge, ce n'était pas par hommage à l'épopée de Garibaldi, mais plus trivialement pour contrer les incessants courants d'air dont le Louvre est devenu le palais depuis son nouvel aménagement, occasionnant près de 10% d'absentéisme quotidien pour raison médicale. En ce qui concerne la privatisation du personnel, l'administration du Louvre a de plus en plus recours à des sociétés de surveillance privées. Objectif : faire baisser les coûts de gestion, voire même, comme nous l'apprend l'hebdomadaire « Marianne », blanchir le personnel ( il y avait apparemment, au goût de l'administration et de la clientèle, trop d'agents publics ressortissants des DOM-TOM ! ).

Mais revenons à Lille, vieux bastion de la gauche qu'on pourrait naïvement croire encore - du moins sur ce plan là - héritière du « front popu » et des discours sur la « culture pour tous et au service de tous ». Le musée de Lille rouvre ses portes en juin 97, soit après 7 ans d'aménagements et de caprices architecturaux, pour devenir un grand « Musée Européen ». Un personnel tout neuf aussi, des employés jeunes et ne demandant qu'à devenir dynamiques ; personnel qui connaît comme beaucoup d'autres le parcours du combattant du salariat moderne dans les services publics ( 3 à 4 ans de CES, de CEC, de contrat-ville... avant d'accéder pour les plus chanceux à un statut d'agent public ). La vocation de l'établissement ( ou de l'entreprise ) est présentée alternativement par le directeur culturel - homme érudit et spécialiste de Caravage ( peintre italien du XVI<sup>e</sup> siècle ) - et par l'administrateur comptable, militant socialiste de gauche. Le directeur culturel, visiblement impressionné par un séjour à Euro-Disney, nous cite en exemple son accueil et sa logistique. Tant pis pour ceux qui font de la fréquentation des grandes expos une affirmation de leur « distinction sociale » ( ils seront traités avec le même égard et la même démagogie mercantile que les « smicards » amenant leurs enfants chez Disney ). Pour l'administrateur comptable - les yeux rivés sur les



musées américains et le tiroir caisse - le musée de Lille doit s'auto-financer en organisant soirées privées, cocktails d'entreprise, sponsoring et mécénat...

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'au jour où Martine Aubry, ministre du Travail et première adjointe à la ville de Lille, lance sa loi sur les emplois-jeunes. Emplois émergeants, nouveaux métiers... on connaît la chanson ! « Gardien de musée », métier plus que centenaire, devient donc un besoin émergeant. Huit emplois jeunes sont recrutés et intégrés à l'équipe de surveillance du musée. Informés de leurs droits et de l'esprit de la loi Aubry par un adhérent de la CNT, les emplois jeunes passent à l'offensive. Recours devant l'inspection du travail ( les EJ sont de statut de droit privé ) qui rappellera la loi à la ville de Lille, puis interpellation écrite et orale de la ministre / conseillère municipale Martine Aubry. La réponse de l'administration alternera entre la menace de reclassement vers de « vrais emplois-jeunes » et l'intégration à un poste statutaire au sein du musée ( à la faveur d'un pseudo-concours de recrutement ; il ne faut surtout pas créer de jurisprudence en matière d'intégration directe ! ), et cela selon la pression et la mobilisation des EJ.

Passée l'euphorie de la titularisation, le personnel permanent de l'établissement prend vite conscience, quant à lui, de la précarisation grandissante du personnel. Au discours de M. Aubry, voulant taxer les entreprises et employant plus de 15% de précaires, il pointera le fait que le musée de Lille en emploie plus de 70%. Une plate-forme revendicative est rédigée, signée et présentée à une réunion particulièrement houleuse avec l'administration du musée. Réunion où l'administration, poussée dans ses retranchements, déclarera être là pour préparer la privatisation du personnel. Lille se prépare en effet à devenir la « capitale européenne de la culture » en 2004. Europe = privatisation !

La plate-forme plaçait au centre de ses revendications le refus de la flexibilité et des heures supplémentaires, l'embauche des précaires ( EJ et intérimaires ) et les conditions de travail. Pour l'anecdote, le personnel du musée de Lille fut le premier à invoquer et à pratiquer le « droit de retrait » d'une situation de travail jugée dangereuse par le salarié ( ce qui avait valeur de symbole, la loi dite du « droit de retrait » ayant été votée sous le gouvernement de Pierre Mauroy, maire de Lille ), et cela avant d'être pratiqué massivement par plus de 500 agents du musée du Louvre.

Pour conclure, signalons qu'aujourd'hui le personnel du musée de Lille a obtenu des chaises dans chaque zone de surveillance en faisant appliquer une vieille loi de 1901 ( on imposait au personnel la station debout pendant 8 heures ! ) et, plus important, la titularisation de 15 précaires ( EJ et intérimaires ). ■

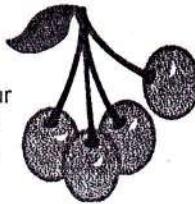
## SOUTIEN FINANCIER

Roland L. (Lambersart), 30 F - Loïc V. (Boulogne), 30 F - Raymond B. (Houtkerque), 30 F - Claude D. (Haisnes), 30 F - Marguerite N. (Valenciennes), 30 F - Gabin B. (Coudekerque), 20 F - Jocelyne P. (Ourton), 80 F - Patrick T. (Mons en B.), 80 F - Serge T. (Merville), 30 F - Emma P. (Dunkerque), 20 F - Brigitte G. (Rouvroy), 30 F - Michel L. (Chocques), 30 F - Cyril P. (Cuinchy), 20 F - Jean Michel V. (Grand Fort Philippe), 30F - Christian V. (Biache St Vaast), 30 F - Eric F. (Roubaix), 50 F - Michel et Marie Claire (Sailly La Bourse), 10 F - Laetitia H. (Hénin Beaumont), 80 F - Agathe M. (Camphin en Pévèle), 80 F - Lydie T. (V. d'Ascq), 130 F. Liste arrêtée au 17 mars ; la souscription pour le bulletin régional continue. Merci d'avance pour votre aide !

*Chèques ou virements à l'ordre de l'union régionale CNT - AIT (Lille CCP 11 232 47 R).* ■

## 1<sup>er</sup> MAI

Afin de ne pas laisser la rue au FN, aux syndicats réformistes et aux adeptes de la « fête du travail » (! ?), un cortège rouge et noir sera organisé lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Lille. Alors, si vous ne voulez pas qu'au « temps des cerises » succède le « temps des noyaux », venez nous rejoindre pour rendre à cette journée son sens initial ! Un pot et une petite bouffe auront lieu après la manif au siège du syndicat... ■



## PROCHAIN NUMERO

Le n° 3 de ce bulletin sera publié début juillet. Envoyez-nous vos articles, vos infos et vos communiqués avant le 12 juin (dernier délai !), date de réunion du comité de rédaction. ■

## COURRIER DES LECTEURS

Que vous soyez abonné ou lecteur occasionnel, envoyez-nous vos remarques, vos critiques et pourquoi pas... vos encouragements (ça fait toujours plaisir !). ■

## LA LUTTE DES CLASSES D'APRES JULES MOUSSERON



Un mineur de ch' Nord, qui s' prom' not par derrière el coron, véyot nin s' n' ingénieur qui l' suivot d'un mèt' d' long. Pinsant qu' y est tout seu, el mineur s'achemine et fait soudain un pet qui buque comme un cop d' mine...

« C'est pour moi que vous faites cela ? » qué l'ingénieur li dit.

« Pour vous ? - répond l'aut' - bé non, ch' est pour mi... ». ■

Pis l' ouvrier s' in va, bertonnant d' colère : « Tous ces fainéants d' riches, y faudrot tout lieu faire ! ». ■

## LETTRE OUVERTE A BERNARD SEUX, MAIRE DE BETHUNE

Plusieurs personnes se sont plaintes auprès de notre organisation d'être contraintes de s'inscrire sur les listes électorales pour bénéficier des services du « centre communal d'action sociale ». Outre qu'elles sont parfaitement illégales, ces pratiques couvrent des intentions électoralistes évidentes qui déshonorent ceux et celles qui en sont à l'origine. Nous ne pouvons accepter qu'à travers la constitution de ce fichier « social », la classe politique au pouvoir à Béthune tente d'assouvir de basses ambitions politiciennes. Nous vous suggérons, dans votre intérêt, de faire cesser immédiatement de telles pratiques.

Dans l'attente d'une réponse rapide de votre part, nous vous prions de croire, Bernard Seux, en notre dévouement à la cause du peuple.

*Le syndicat CNT des sans-emplois et précaires de Béthune et environs.* ■

## HOLLYWOOD - SUR - MER ( DE )

Lu dans un journal local de Boulogne - sur - Mer : « La région plaît beaucoup aux cinéastes ». Il est vrai que les tournages s'accumulent dans notre belle ville. C'est trop cool ; en plus, ça crée des emplois (enfin, heu... des figurants, quoi !) et on va pouvoir se compter les points noirs sur les écrans géants de la Gaumont.



Mais intéressons-nous au dernier tournage local (« Inséparables ») : l'errance d'un comédien raté dans - je résume vite - une ville pourrave. Y a-t-il vraiment de quoi se vanter ?? Du côté de Lille (à Wazemmes), « La vie rêvée des anges » ne s'était pas trop embarrassée non plus, niveau décor, pour créer une chouette petite ambiance bien glauque du style « c'est la crise, mais je m'en vais de compter une joieuse histoire » (pour ceux qui l'on raté, l'héroïne finit par se suicider). Bon, allez, disons que je cherche la petite bête... Le prochain film qui se tournera à Boulogne - sur - Mer s'intitule : « Rien à faire » !

*Monsieur GRRR...* ■

## L'IMMIGRATION ALGERIENNE DANS LE NORD / PAS DE CALAIS ( 1909 - 1962 )

Jean-René Genty, auteur de cet ouvrage de 310 pages, nous signale que son étude est en vente par correspondance auprès des éditions « L'Harmattan », 7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris (170 F + 19 F 50 de frais de port).



## AFFICHE SANS FRONTIERES

Y'a pas que les capitaux qui circulent librement en Europe ! En voici pour preuve une affiche éditée conjointement par les camarades de Lille et de Bruxelles, et ceci bien avant le passage à la monnaie unique...

### ZIJN DE PATROONS NOODZAKELIJK?



Profitons-en pour donner l'adresse de nos cousins de Flandre et de Wallonie :

COORDINATION AUTONOME DES TRAVAILLEURS

CAT  
65 rue du Midi  
1000 Bruxelles ■

### QUI SOMMES-NOUS ?

Un syndicat... Parce que cette forme d'organisation - telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité - englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel... Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier... Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts... Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social... Parce qu'elle offre une structure (solide et qui a fait ses preuves) sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société...

De combat ! Parce que les syndicats réformistes sont englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes... Parce que l'Etat et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles... Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme... Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott, etc.)... Parce que les grandes avancées sociales n'ont été acquises que par la lutte...

Autogestionnaire ! Parce que les permanents syndicaux générèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations... Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes... Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat... Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme... Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations, etc.)...

Et solidaire ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles et inter-catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal logés, des sans papiers, des lycéens, des étudiants, etc. sont aussi les nôtres... Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux... ■

### LES PATRONS SONT-ILS INDISSPENSABLES ?



### ALLO... LA CNT ?

La CNT est présente à Armentières, Berck, Béthune, Boulogne, Cambrai, Condé, Dunkerque, Liévin, Lille, Roubaix, Tourcoing, etc. Pour la métropole lilloise et les autres villes de la région, on peut écrire à la *Maison des syndicats CNT-AIT, 1 rue Broca, 59800 Lille*. Tél / fax : 03 20 56 96 10. ( permanence tous les mercredi et samedi de 15 à 18 h ainsi que les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> vendredi du mois de 13 à 17 h et réunion d'information tous les mardis de 19 à 21 h ). En ce qui concerne le béthunois, contacter le *syndicat CNT des sans emplois et des travailleurs précaires, 558 rue de Lille, 62400 Béthune*. Tél : 03 21 65 31 69. Fax : 03 21 64 21 44. ■

S'UNIR POUR RESISTER



- Je désire recevoir gratuitement pendant 3 mois le « Combat Syndicaliste », mensuel confédéral de la CNT.
- Je désire recevoir une documentation gratuite sur la CNT.
- Je désire diffuser des tracts autour de moi.
- Je désire rencontrer un militant du syndicat.
- Je désire rejoindre la CNT.

*Ce bulletin ne vivra que grâce à vous ! Abonnez-vous ( 20 F pour 4 numéros ) !*



**L**europe est en marche, en marche vers une accentuation de sa politique anti-sociale et répressive. Les Etats des quinze pays membres de l'Union Européenne ont déjà mis en place une monnaie commune (et bientôt unique), contrôlée d'une main de fer par la Banque Centrale Européenne et « nécessitant » l'instauration d'un pacte de stabilité drastique. Les accords de Schengen, corollaire sécuritaire à cette intégration économique à marche forcée, ont également commencé à frapper et rejeter les populations issues de l'immigration (en particulier les sans papiers). Le chapitre « emploi » du traité d'Amsterdam quant à lui, loin d'être l'expression d'une volonté politique de régler le problème du chômage, vise surtout à répondre aux exigences du pacte de stabilité en incitant les Etats à assainir leurs finances (poursuite du démantèlement des systèmes de protection sociale et de la politique de réduction des salaires). Le conseil de Luxembourg du 2 octobre 1997 a suivi la même voie en décidant des lignes directrices pour l'emploi que devront suivre les Etats membres, lignes directrices qui

visent à développer la flexibilité du travail en améliorant l'« employabilité » et en ouvrant ainsi la chasse aux chômeurs ; cela, en développant l'esprit d'entreprise par une réforme du système fiscal (moins de charges pour les patrons) et en développant la flexibilité des travailleurs.

Face à cette Europe mercantile et répressive, la résistance commence à s'organiser. Aujourd'hui, nous assistons à une remontée des luttes en Europe, et notamment en France depuis 1995. L'année dernière, en juin, 50 000 personnes étaient déjà présentes dans les rues d'Amsterdam. Cette année, une nouvelle marche est prévue du 25 au 29 mai, reliant Bruxelles à Cologne (où se tiendront les 3 et 4 juin un sommet des chefs d'Etat européens et le 19, un sommet du G 8 regroupant les grandes puissances économiques et politiques de la planète). Cette marche prendra une dimension internationale, puisque des paysans sans terres du Brésil, des indiens zapatistes et bien d'autres prendront place à nos côtés, faisant ainsi de la solidarité internationale et de l'anti-capitalisme les deux principaux aspects de cette marche.

A Lille, un comité regroupant des syndicats, des associations et des comités de lutte (comme le comité des sans papiers 59) a été créé afin d'organiser localement la mobilisation et d'accueillir les marcheurs européens et français passant par la métropole (nous contacter pour tout renseignement).

Cette marche sera également l'occasion de mettre en avant l'auto-organisation et l'action directe, éléments essentiels des luttes exemplaires menées par les dockers de Liverpool et les chômeurs français. C'est pourquoi les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de la CNT française, de la SAC suédoise, de la CGT espagnole et de la CAT belge seront largement présents pour que flottent les drapeaux rouges et noirs face à la bannière étoilée de l'Europe du fric et des patrons. ■

## CNT - AIT bulletin régional

POUR UN SYNDICALISME DE COMBAT,  
AUTOGESTIONNAIRE ET SOLIDAIRE !

**Réception des articles, courrier des lecteurs et mise en page :**  
Union locale CNT de la métropole lilloise, 1 rue Broca, 59800 Lille.  
Téléphone et fax : 03 20 56 96 10. Les articles signés et les interviews n'engagent que leurs auteurs.

**Abonnements, dons et achats au numéro :**  
Union régionale CNT du Nord / Pas de Calais, 1 rue Broca, 59800 Lille.  
Abonnement annuel : 20 F pour quatre numéros (chèques à l'ordre de l'union régionale CNT - AIT). Abonnement de soutien : à vot' bon cœur !  
Achat au numéro : envoyer un timbre ou passer aux permanences...